

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 26 Décembre 2005

N'en jetez plus !

Et à vous, le père Noël, que va-t-il apporter ?

« Un frigidaire, Un joli scooter, Un atomixer, Et du Dunlopillo Une cuisinière Avec un four en verre, Des tas de couverts, Et des pelles à gâteaux, Une tourniquette Pour fair'la vinaigrette, Un bel aérateur Pour bouffer les odeurs, Des draps qui chauffent, Un pistolet à gaufres, Un avion pour deux, et nous serons heureux », comme le chantait Boris Vian il y a tout juste cinquante ans ?

Depuis, **les marchands** ont fait des progrès, encore moins moyen de leur échapper. Affiches dans la ville, pub dans les journaux, et surtout spots à la télé. Imaginatifs, parfois drôles, mais surtout omniprésents.

Y compris pour les enfants : les 4-11 ans consacrent 131 minutes par jour à consommer de la télé (dont 10 % de pub) (*Télérama*, 30 novembre). Qui deviennent prescripteurs. Qui croulent sous les jouets : Noël de l'entreprise, Noël de l'école, Noël des grands parents, amis qui, vis-à-vis des parents, se sentent à leur tour obligés d'offrir des cadeaux. Jouets qui tuent l'imagination, enfants capricieux, insatisfaits, incapables de fixer leur attention. Et qui manquent de ce dont ils ont le plus besoin : du temps, de l'attention, de l'affection...

Et pour les ados, et pour les adultes ? Plus d'« albums » qu'ils n'auront jamais le temps d'en écouter, plus de chaînes qu'ils n'auront le temps d'en regarder... Le sport n'est plus une activité physique mais un spectacle. Des signes pour paraître : la bagnole, bien sûr, et les marques pour les vêtements : chacun a à cœur de se transformer en homme-sandwich. Ce serait encore mieux si l'étiquette du prix restait visible : on montrerait ainsi qu'« on a les moyens » !

Mais tout ça fait marcher le commerce ! C'est bon pour l'emploi !

Même plus vrai. **Le déferlement d'objets inutiles ne crée pratiquement pas d'emplois supplémentaires chez nous**. La Chine est devenue l'atelier du monde. Notre savoir-faire industriel disparaît.

Les marchands nous convainquent d'acheter de l'eau en bouteille, des repas tout préparés. Nos savoir-faire sont en voie de disparition : couture, tricot, cuisine, jardinage. Nous n'osons plus chanter. Il y a même des prestataires de services marchands pour nous apprendre à vivre : on dit des « coaches » (parce qu'on ne sait même plus dire ça en français)...

Le résultat de cette dictature douce des marchands ? Le bonheur ?

Poser la question, c'est y répondre.

Mais à coup sûr : gaspillage de pétrole, et émission de CO₂, pour fabriquer et transporter ces « marchandises » ; multiplication des **déchets** : il y a trente ans, la France produisait 10 millions de tonnes d'ordures ménagères chaque année. Aujourd'hui, ce chiffre a plus que doublé. Et en particulier, les déchets d'emballage envahissent nos poubelles pour y représenter aujourd'hui 30 % en poids, avec tous les problèmes que cela pose lorsqu'ils sont incinérés (dioxines) ou mis en décharge. (CNIID www.cniid.org 01 55 78 28 60).

Alors, que faire ? Exiger l'interdiction de la publicité sur la télé du service public, comme en Suède.

Ou, comme en Finlande, « offrir des cadeaux qui produisent plus de joie que de déchets ». La communauté urbaine d'Helsinki a créé un site internet (www.ytv.fi/joulu) qui donne des centaines d'idées cadeaux immatériels : abonnement au théâtre, massage intégral, cours de plongée, portrait de famille chez le photographe, laver les fenêtres de la maison... (*Télérama*, 21 décembre).

Tiens, un cadeau qui ferait plaisir : un abonnement gratuit à « Citoyen du monde à Montrouge » !

Joyeux Noël !

Bonnes nouvelles

La commune de Pamiers (Ariège), 14 000 habitants, vient d'engager un « **économiste de flux** », c'est-à-dire quelqu'un chargé de trouver comment faire des économies d'énergie. Dès la première année, les économies réalisées ont permis de dégager plus d'argent que ne coûte le salaire de cet ingénieur.

L'association **Phébus Ariège** (6, rue du Ploumail, 09600 Dun ; 05 61 68 62 17) mène avec persévérance une action en faveur des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Cinq piscines dont trois communales sont chauffées au solaire. Des maisons disposent maintenant de plancher solaire direct, de chauffe-eau solaire, de chaudière à bois dédoublée, de pompe à chaleur géothermique, de puits canadien... Phébus Ariège est parti en guerre contre les cheminées à feu ouvert où l'on fait souvent un feu de bois en même temps que l'on chauffe par radiateur : l'air chaud est aspiré par la cheminée et le joli feu de bois, si beau à regarder, est un gouffre à énergie. (*Silence, janvier 2006*).

En Alsace, un projet de centrale géothermique est en construction qui en injectant de l'eau à 5000 m par un puits permet d'en faire remonter de la vapeur par un autre puits. La vapeur fait tourner une turbine, et devrait produire de l'électricité en continu avec une puissance prévue de 6 MW. (*Silence, janvier 2006*).

Réchauffement climatique

La **conférence de Montréal** sur le changement climatique des 9 et 10 décembre n'aura pas donné le grand élan qui serait nécessaire. Les Etats-Unis, principaux responsables de l'effet de serre, ne veulent pas d'engagement contraignant. Faudra-t-il attendre le départ de Bush ? « J'aime Kyoto », a dit Clinton. (*Le Monde, 11-12 décembre*).

Malgré la modestie de ses objectifs, **la France ne parvient pas à tenir les engagements de son plan climat** lancé en 2004. On « sait » que le réchauffement climatique fait peser une grave menace sur l'humanité. Pourquoi alors agissons-nous si peu ?

« Qu'un mal immense puisse être commis avec une absence d'intentions mauvaises est évidemment un scandale qui n'a pas fini de bouleverser les catégories qui servent encore à juger le monde », écrit Jean-Pierre Dupuy, enseignant à l'Ecole Polytechnique. Le problème ne serait pas que la catastrophe soit « très peu probable » ou « quasi-certaine », ajoute-t-il. Le problème est qu'« elle est inscrite dans l'avenir, que nous le savons, mais que **nous ne croyons pas ce que nous savons**. Car remettre ne cause ce que nous avons appris à assimiler au progrès aurait des répercussions phénoménales ».

Et le philosophe allemand Hans Jonas enfonce le clou : lorsque la menace qui pèse sur nous est d'ampleur apocalyptique, « **on doit accorder un plus grand poids au pronostic de malheur qu'au pronostic de salut** ». Cette peur liée à la responsabilité « n'est pas celle qui déconseille d'agir, mais celle qui invite à agir ». (*Télérama, 14 décembre. Dans le même numéro, on note un début d'intérêt à la radio pour les sujets écologiques. Le producteur de l'émission CO2 mon amour sur France Inter, Denis Chessoux: « la majorité des messages que nous recevons vient des 15-25 ans. Cette génération-là a compris que la consommation a outrancé ses limites. Leur demande d'information est très forte »*).

« Sur les changements climatiques consécutifs à la part anthropique de l'effet de serre, l'heure n'est plus au diagnostic mais à l'engagement immédiat individuel et collectif. **Ce défi n'est toujours ni au cœur ni au sommet du débat public**. La pensée que ce défi est un challenge de plus parmi d'autres est une imposture. Les conséquences des changements brutaux climatiques à venir ne se comparent à aucun autre risque. Ils s'ajoutent et amplifient tous les points de tension déjà nombreux sur la planète comme dans notre société. Les premiers à payer le tribut climatique seront les pays de Sud, les plus exposés et démunis. Mais l'Occident est désarmé, et, là aussi, ce sont toujours les mêmes qui trinquent du fait de nos inconséquences.

Les causes portent un nom : l'ultralibéralisme et son corollaire, la **civilisation du gâchis**. Nous demandons à la planète plus qu'elle ne peut nous donner, et nous lui faisons subir plus qu'elle ne peut supporter.

Osons relever le défi qu'imposent nos limites, donnons à la croissance économique une autre ambition qu'elle-même, **réorientons les valeurs qui président à nos sociétés**, définissons une finalité à notre technique, donnons enfin du sens au progrès en étant solidaires du futur ! » (Nicolas Hulot – *Le Monde, 10 décembre*).

Migrations : « Il existe des craintes fondées pour que le nombre de personnes fuyant des conditions environnementales insoutenables augmente de façon exponentielle au moment où le monde subit les effets du changement climatique », précise Janos Bogardi, directeur de l'environnement et la sécurité humaine de l'université des Nations-Unies (Bonn, Allemagne). Sont citées les zones côtières menacées par l'élévation du niveau des mers – 20% du territoire du Bangla-Desh, par exemple ...- mais aussi la réduction générale des rendements agricoles et la diminution des disponibilités en eau dans certaines zones. (*Le Monde, 18-19 décembre*). *Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat disponible en français sur www.ipcc.ch*.

La fin du pétrole bon marché

Biocarburants : la Commission européenne engage les Etats membres à s'engager davantage dans cette voie. L'objectif européen d'atteindre 2% de part de marché au niveau européen en 2005 n'a pas été atteint (on en est à 0,8%) ; il est fixé à 5,75 % en 2010 (et la France vise **7% en 2010**).

Mais le développement des biocarburants a lui aussi des **limites** : pour la France, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie estime que, en 2010, 1,7 million d'hectares devra être consacré aux cultures de colza, de betterave et de blé pour atteindre l'objectif fixé. Mais ce nombre excède les surfaces des campagnes françaises laissées en jachère (1,5 millions d'hectares), dont une partie seulement est cultivable...

Et il ne faudrait pas exercer de nouvelles pressions sur la biodiversité, les sols, les ressources en eau. En Amérique du Sud et en Asie du sud-Est, le développement à grande vitesse de la production de biocarburants fait craindre une amplification de la déforestation (qui, on le sait, contribue à l'effet de serre). La Commission européenne envisage donc d'imposer des normes minimales de viabilité écologique pour les biocarburants. (*Le Monde, 10 décembre*).

Justice et mémoire

Colonisation : la loi du 23 février, demandant que soit reconnu le rôle positif de la présence française outre-mer (cf n° 20) n'en finit pas de susciter l'indignation des historiens, des enseignants, et de beaucoup de Français. (*Le Monde, 10 décembre*). *Une seule solution : l'abrogation*.

Idées

« **Le triomphe actuel de la mondialisation marque-t-il celui, définitif, de la marchandisation des activités humaines ?** » se demande *Alternatives Economiques* dans son intéressant numéro hors-série, daté 1^{er} trimestre 2006, sur « la grande aventure de l'économie ».

Gérard Vindt note d'abord que « ce n'est qu'au cours des vingt dernières années que la majorité de la population active du globe s'est trouvée insérée dans le marché mondial, ne serait-ce qu'indirectement via de nouvelles concurrences ». Que « quand les bourgeoisies industrielle et financière ont cru pouvoir développer la course au profit sans tenir compte des dégâts qu'elles occasionnaient, les sociétés ont tôt ou tard réagi ». Et il prévoit que « **l'économie mondialisée sera**, elle aussi, **tôt ou tard appelée à l'ordre**. Espérons surtout qu'elle le soit de façon démocratique, qu'elle soit ramenée à sa juste place, c'est-à-dire au service des fins que se choisira la société mondiale ».

Dans le même sens, Dominique Méda appelle à « cesser de présenter le **travail** comme une passion ou comme une source d'enrichissement (alors que ce n'est le cas que pour une minorité), mais à reconnaître qu'il s'agit d'une contrainte, une **contrainte sociale** à laquelle tous, sans exception, doivent participer. »

Jacques Attali aperçoit, « dans les interstices de l'Ordre marchand, un ordre radicalement différent en train de naître, l'Ordre relationnel ou coopératif. C'est un ordre fondé sur la gratuité, la fraternité, avec des entités qui font du profit un moyen et non une finalité. Dans l'économie de marché, mon bonheur dépend de l'échec de l'autre, dans **l'économie relationnelle**, il dépend du succès de l'autre... Ces évolutions portent la possibilité d'un autre monde, qui pourra voir le jour si l'économie de marché ne développe pas une puissance aux tendances suicidaires. »

Pour François Fourquet, qui explique au passage fort justement l'essor de l'Angleterre au XIX^{ème} notamment par le « captage de l'énergie de la Terre », « nous prenons conscience de notre interdépendance planétaire, de notre solidarité organique au sein d'une seule et même société mondiale, qui s'est formée à notre insu quand nous étions obnubilés par notre appartenance nationale. Une étape majeure de la mondialisation s'achève sous nos yeux, **une nouvelle ère historique commence**. »

Oui, le modèle de la marchandisation généralisée est incapable de relever les défis qui se posent désormais à l'humanité : réchauffement climatique, épuisement des ressources fossiles. Ce modèle est à son apogée : ce qui signifie que son déclin va commencer !...

Monde

L'ONU lance un appel sans précédent à **l'aide humanitaire** de 4,7 milliards de dollars, pour faire face à 26 crises frappant près de 31 millions de personnes. Cette somme, souligne Kofi Annan, est inférieure à ce que le monde dépense en 48 heures pour s'armer. La population du Cachemire frappée par le tremblement de terre affronte, dans des tentes, le terrible hiver himalayen... (*Le Monde*, 2 décembre).

OMC : la conférence de Hongkong s'est terminée le 18 décembre sur un accord fixant à **2013 la suppression des subventions à l'exportation dans le domaine agricole**. La plupart des pays du Sud et les ONG dénoncent « une trahison pour les promesses de développement ». Les représentants africains sont déçus de l'échec sur le dossier du coton. Les Etats-Unis ne se sont pas engagés à réduire rapidement les subventions accordées à leurs producteurs. (*Le Monde*, 20 décembre).

Denis Sieffert (*Politis*, 15 décembre) pointe un **changement significatif** : « autrefois, les sommets qui retenaient l'attention du monde réunissaient des chefs d'Etat. Ce qui jadis était sommet politique est aujourd'hui conclave commercial. Car au-delà des enjeux de la réunion de l'OMC, qui se présentent comme un entrelacs d'intérêts contradictoires, et un grand bazar, **le problème est bien d'ordre démocratique**. L'OMC fixe la loi pour la terre entière. Et cette loi, qui n'est pas loin d'être celle des multinationales, s'impose à nos législations. La loi n'est plus le fruit du débat de nos élus, mais le produit d'un indéchiffable marchandage souterrain entre lobbyistes. En soi, ces réunions de l'OMC constituent la preuve la plus tangible du déplacement politique de la sphère publique à la sphère privée. Une gigantesque manifestation de la privatisation du monde. »

Inde : Vous êtes ingénieur, informaticien, sans boulot ? Allez en Inde, conseille l'ultralibéral Eric Le Boucher dans sa chronique économique hebdomadaire du *Monde* (18-19 décembre). Les **services informatiques** représentent 4% du PIB, et emploient près de 700 000 personnes, mais l'Inde va souffrir d'une pénurie de 500 000 professionnels qualifiés d'ici à 2010. L'Inde va pouvoir croître de 5% l'an jusqu'au milieu du siècle, quand la Chine de l'enfant unique verra sa croissance ralentir à partir de 2020 sous le coup d'un vieillissement accéléré. La moyenne d'âge des Indiens sera alors de 29 ans, contre 37 ans en Chine, et 45 ans en Europe de l'Ouest. « Dans la mondialisation, le capital humain est le premier avantage comparatif. Une main d'œuvre éduquée, en bonne santé, volontaire pour travailler et s'enrichir, est le rêve des patrons », écrit Eric Le Boucher. *Surtout si les salaires sont bas, et le droit du travail inexistant, aurait-il pu ajouter. On vient de passer le cap des 6,5 milliards d'hommes sur cette planète. Cela n'effraie pas notre économiste distingué, qui dénonce les « malthusiens »...*

Chili : 86 % des Chiliens souhaitent que l'entreprise Codelco (corporation nationale du cuivre), premier producteur mondial de cuivre, nationalisée en 1971 par le président Allende, reste dans le giron de l'Etat. Très attachés à cette entreprise, les Chiliens considèrent qu'elle est le meilleur endroit où travailler. (*Le Monde*, 10 décembre).

Bolivie : Candidat du Mouvement pour le socialisme, le syndicaliste paysan Evo Morales devient le premier président indigène de l'histoire de la Bolivie.

Afrique : En félicitant pour sa « brillante réélection » Omar Bongo, ce symbole de la Françafrique financière et pétrolière, Jacques Chirac, au sommet Afrique-France de Bamako, a suscité des réactions de « dégoût » de la part d'observateurs maliens ; une centaine d'ONG africaines et françaises a dénoncé « **la France amie des dictatures** ». Ce satisfecit décerné à M. Bongo a été perçu, au mieux, comme une marque de mépris à l'égard de la capacité démocratique africaine. Jacques Chirac a annoncé que la France « continuera à accueillir sur son sol les étudiants africains en veillant à ce que les compétences des jeunes diplômés puissent profiter à leur pays d'origine », au moment où le gouvernement français prône, lui, une « immigration choisie » en fonction des besoins de l'économie française... « *Il y a déjà plus de médecins béninois en France qu'au Bénin* », note un lecteur du *Monde*...

« A quoi sert la démocratie puisque le peuple continue de s'enfoncer dans la pauvreté ? », s'interrogeait un universitaire malien. Le désenchantement risque de précipiter la fuite des nouvelles générations, repues d'images télévisées des pays riches, vers les deux issues qui leur restent : la violence et l'émigration. (*Le Monde*, 20 décembre).

Union Européenne

Budget : les Vingt-Cinq ont fini par se mettre d'accord sur le budget : celui-ci va représenter 1,045 % du revenu brut européen, soit 862 milliards d'euros sur 7 ans. Londres renonce à 10,5 milliards de rabais, sur un total d'une cinquantaine. Les aides régionales pour les nouveaux Etats membres sont portées à 157 milliards d'euros. (*Le Monde*, 18-19 décembre).

Pollution : Le parlement européen ménage les producteurs de pile au cadmium. Après plusieurs années de bataille au sein des institutions européennes, l'interdiction de ce produit toxique, qui provoque cancers du poumon et lésions des reins, a été rejetée. (*Le Monde*, 15 décembre).

Temps de travail : la directive de 1993 fixe à 48 heures maximum le temps de travail hebdomadaire. On se souvient (cf n° 20) que le Parlement avait voulu supprimer la dérogation (« opt-out ») permettant de supprimer cette limite dans une entreprise si les travailleurs concernés y

consentent. La Commission avait laissé entendre qu'elle n'en tiendrait aucun compte. Les ministres réunis le 8 décembre à Bruxelles n'ont pu constater leur désaccord, les Britanniques soutenant à fond la dérogation, de même que la plupart des pays d'Europe centrale, mais aussi l'Allemagne et l'Italie. Ils n'ont pas même accepté que l'on fixe une date pour la fin de cette dérogation... (*Le Monde*, 10 décembre).

France

Fiscalité : Ces chefs d'entreprise, citoyens modèles ... s'installent en Suisse, pour échapper au fisc français : la famille Peugeot, le banquier Benjamin de Rothschild, Robert-Louis Dreyfus. Mais aussi Michel Reybier, empereur du saucisson (Cochonou, Justin Bridoux, Jambon d'Aoste) et du pétrole ; Jean Baud (Franprix, Leader Price) ; la famille Nonancourt (Laurent-Perrier) ; le coiffeur Jean-Louis David ; la famille Deforrey (Carrefour) ; la famille de J-C Mimram (sucre, ...) ; la famille Castel (Saint-Yorre, Vichy-Celestins, bière 33 export), la famille Taittinger ; Philippe Hersant (presse). Il faut dire que la fiscalité est attractive : à ces niveaux de revenus, les impôts sont 2 à 3 fois moins élevés qu'en France. (*Le Monde*, 15 décembre). *Belle mentalité ! ...*

Plusieurs grands **groupes internationaux** comme Colgate-Palmolive, Procter&Gamble, Henkel ou encore Hewlett-Packard ont transformé ces dernières années la structure juridique de leurs sociétés implantées en France en utilisant le plus souvent le statut très souple de Société anonyme simplifiée. Ils en ont fait des filiales de sociétés dont le siège est implanté dans certains cantons suisses. Cette démarche permet d'utiliser les lacunes des dispositifs fiscaux pour **détourner les bénéfices réalisés en France et organiser leur fuite au profit des actionnaires**. (*J-F Renucci, CFDT, Alternatives économiques, décembre*).

La **réforme fiscale** adoptée pour 2007 multiplie les cadeaux à une toute petite minorité de très hauts revenus : taux marginal d'imposition rabaisé à 40 %, limitation à 60% du taux d'imposition (en cumulant l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la fortune et les impôts locaux), ... (*Alternatives économiques, décembre*).

Comment ne pas s'indigner des tricheries des puissants, et de la politique de lutte des classes menée par le gouvernement, qui feint par ailleurs de s'étonner de l'importance de la dette de la France ?

Agriculture : La France est le 3^{ème} consommateur mondial de pesticides (76 100 tonnes en 2004) (mais seulement le 4^{ème} européen pour la consommation par hectare cultivé : 5kg/an). L'Institut français de l'environnement a constaté que la **contamination** est **quasi générale** pour les **eaux** souterraines et de surface. L'air et les sols sont eux aussi touchés, mais on manque de moyens de collecte des données. L'impact sanitaire fait l'objet d'une expertise conduite par l'INSERM. L'efficacité des produits n'est souvent pas durable : les ravageurs développent des résistances. Pour les OGM la réduction d'utilisation des pesticides n'est pas démontrée. (*Le Monde*, 17 décembre).

OGM : le tribunal d'Orléans a **relaxé** les « faucheurs volontaires », poursuivi pour destruction de plants de maïs transgénique : « les prévenus apportent la preuve qu'ils ont commis l'infraction de dégradation volontaire pour répondre à l'état de nécessité », provoquée par « la diffusion incontrôlée de gènes modifiés qui constituent un **danger actuel et imminent** », car susceptible de contaminer des cultures bio ou conventionnelles. (*Politis*, 15 décembre) . *A noter que la multinationale Monsanto, qui est l'un des principaux concepteurs et producteurs d'OGM, fait saisir les ressources de la Confédération paysanne, à laquelle elle réclame la somme de 196 000 € ! (dossier à lire dans Politis, 8 décembre).*

Eoliennes : La France cherche à rattraper son retard. Le ministère de l'industrie a retenu 7 projets de centrales, d'une capacité cumulée de 278 MW. L'objectif est désormais de dépasser 2000 MW au début de 2007. A noter que l'Allemagne a déjà une capacité installée de 18 000 MW. (*Le Monde*, 10 décembre).

La Poste a été contrainte, par le Conseil des prud'hommes de Guéret de reconnaître à une factrice 15 ans d'ancienneté, et à lui verser 10 000 € de dédommagement. La factrice avait été titularisée après... **229 contrats à durée déterminée** ; mais le CDI que lui avait proposé la Poste ne tenait pas compte de son ancienneté et elle avait du s'engager à interrompre toute poursuite contre son employeur. (*Le Monde*, 8 décembre). *Voilà qui en dit long sur les dérives auxquelles se livrent même des entreprises de service public, élevant la précarité imposée aux travailleurs en principe de gestion. Les CDD parfois n'excèdent pas une journée, une matinée, voire quelques heures, en fonction du travail, de la nécessité de faire face aux absences imprévues, des saisons...*

L'Université de Grenoble II, qui avait fortement augmenté le tarif de ses **prestations pédagogiques** (cf n° 23), se trouve contrainte par jugement du tribunal administratif de Grenoble de les rembourser à ses étudiants. (*Le Monde*, 18-19 décembre).

Hauts-de-Seine

Antony : Un rapport de la chambre régionale des comptes sur Antony, de 1996 à 2002, épingle la gestion de **Patrick Devedjian**, alors maire de la ville, sur plusieurs points : l'**opacité** dans la gestion des personnels, l'**absence de « transparence financière »** dans l'aménagement d'une **ZAC**, les « **errements** » dans la gestion d'une autre constituent les observations les plus cinglantes. (*Politis*, 15 décembre).

Mixité sociale : le préfet des Hauts-de-Seine a constaté que Marnes-la-Coquette, Neuilly-sur-Seine, Sceaux et Vaucresson n'ont pas respecté les objectifs de construction de **logements sociaux** fixés par la loi « solidarité et renouvellement urbain » (SRU), et en conséquence le **prélèvement de solidarité** qui était imposé à ces municipalités depuis l'entrée en vigueur de la loi va être augmenté. (*Le Monde*, 2 décembre).

Montrouge : Métro : ENFIN ! La phase 1 du projet de prolongement de la ligne 4 du métro à Montrouge-Bagneux semble se concrétiser. La région Ile-de-France a fait voter hier le financement du prolongement jusqu'à la mairie de Montrouge dans le cadre du contrat de plan Etat-région. Si le principe de ce projet, inscrit au schéma directeur de l'Ile-de-France, était acquis, le déblocage des financements d'Etat se faisait attendre. La part de la région porte sur 97 millions d'euros sur un total de 169 millions. Les douze kilomètres de voies supplémentaires permettront de relier Paris au nord de la commune de Montrouge. Cinquante-sept mois de travaux sont prévus, pour une mise en service en mai 2010. (*Le Parisien*, 17 décembre) . *Mais le prolongement jusqu'à Bagneux, faute de financement, n'est pas daté...*

Courrier des lecteurs : J - C M : si je peux me permettre une réaction de lecteur à ton édito : je trouve qu'il dédouane complètement l'angélisme de gauche, qui à mon avis a une petite part de responsabilité dans la situation. A la présidentielle, j'ai voté Chevènement car c'était le seul à lever le tabou à ce sujet et on ne peut en laisser le monopole au FN. Evidemment en une page, on ne peut pas nuancer sans perdre complètement le discours.

Attac-Montrouge vous invite à une réunion publique et conviviale le **jeudi 12 janvier, à 20 H 30** sur le thème : « **la fiscalité** » au café du **47 rue Fénelon (Montrouge)**.

Sur le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment les anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.